OCI organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IVe Internationale) OCI

12 avril 1974.

POMPIDOU DISPARAIT LES REVENDICATIONS RESTENT

Editorial du N° 651 d'INFORMATIONS OUVRIERES (4 avril).

Il n'est pas apparu indispensable aux rédacteurs de « I.O. » de modifier le contenu de ce numéro, qui était déjà sous presse lorsque fut annoncée, mardi dans la nuit, la mort de Pompidou.

Si le contexte des relations des forces politiques se trouve brusquement modifié, les problèmes qui trouvent leur expression dans les luttes de classe engagées par les employés de banque, par les 10 000 ouvriers des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire et dans celles qui se préparent dans toutes les professions, tous ces problèmes demeurent inchangés. Nous écrivions dans notre éditorial, rédigé avant la mort du président de la République :

De toutes parts, tout ce qui est officiel dans la presse, au gouvernement, dans les cercles parlementaires, dans les partis politiques, à la radio, on s'efforce de se le dissimuler : les conflits en cours n'entrent pas dans les « schémas » habituels des grèves. Nul ne peut s'y tromper : ce sont des conflits annonciateurs d'une lutte de masse contre le gouvernement. M. Messmer, actuel Premier ministre, avec la sainte simplicité de l'ancien colonel de la Légion qu'il fut, vient de déclarer : « J'y vois clair jusqu'en juin. Au-delà, c'est le brouillard. » M. Messmer pèche certainement par excès d'optimisme, tant il est difficile d'admettre que le Premier ministre « voie clair » en ce début du mois d'avril. Quelques déclarations autorisées, glanées ici et là dans les organes du grand capital, démontrent qu'il n'y a pas grand monde pour partager l'appréciation que M. Messmer donne de sa propre lucidité.

Le 26 mars, dépêche AFP : « La Bourse broie du noir du fait de la grève des banques... Parmi les facteurs de morosité, on peut distinguer l'environnement social et politique, avec une agitation sociale grandissante et les rumeurs concernant les élections présidentielles anticipées. Enfin, le plan anti-inflation (est) mal accueilli par les boursiers. »

Les boursiers broient du noir. Avec eux, les gaullistes qui « considèrent le plan Giscard comme tardif, inefficace, dérisoire, incohérent ». Les giscardiens, les réformateurs et les différentes fractions de l'UDR s'accusent mutuellement de « gestion à courte vue ». La majorité se lézarde.

« Le climat social s'alourdit. Plusieurs facteurs économiques et monétaires internationaux restent fluctuants », constate avec pessimisme un commentateur autorisé.

Nous arrivons au cœur du problème : le gouvernement Messmer-Giscard peut-il lutter contre l'inflation ? (les bourgeois eux-mêmes n'y croient guère). Le gouvernement Messmer-Giscard qui, à tout prix, veut garantir les profits, ne peut satisfaire les revendications essentielles. « Les mesures d'austérité ont, de toute évidence, une signification politique », écrit « l'Usine nouvelle ». Diagnostic correct qui doit amener cette conséquence : le combat ouvrier doit se fixer l'objectif clair de la lutte décidée contre le gouvernement.

A présent, avant, précisons-le, que les partis aient pris officiellement position, comment se présente le contexte des forces politiques ?

Les élections présidentielles vont avoir lieu. Nous n'avons jamais cru que les élections puissent véritablement régler les problèmes. Cependant, le terrain électoral est un des terrains de la lutte des classes, qui ne devrait pas être dissocié des autres, en particulier de celui de la lutte contre la hausse des prix, pour les salaires et la garantie de l'emploi. A ce sujet, la récente grève des mineurs anglais qui s'est poursuivie pendant la campagne électorale prouve que c'est là un moyen politique sûr pour arracher les revendications et tout à la fois gagner les élections.

Les institutions de la Ve République ont été mises en place contre la démocratie. La crise politique sans précédent qui, vraisemblablement va déchirer encore plus les partis du capital sur la désignation d'un candidat à la succession, prouve que la Constitution gaulliste, son Parlement croupion, son gouvernement, ne répondent plus aux intérêts de la classe bourgeoise et de ses représentants politiques. Il va sans dire que les institutions gaullistes sont totalement contraires aux intérêts des masses laborieuses.

C'est ici que se posent une série de questions : les dirigeants du PCF et du PS vont-ils clairement abandonner la reconnaissance du « thème de la conciliation », qui les amène à proposer un replâtrage des institutions, ce qui signifierait de fait renoncer à permettre au peuple d'exercer sa souveraineté ?

Les dirigeants du PCF et du PS sont-ils disposés à adopter une position dépendante et soumise à l'égard de la Constitution autoritaire, ou bien vont-ils proclamer que leur véritable mission est de s'unir sur une candidature unique des partis ouvriers se faisant l'écho des véritables besoins des masses ?

Selon la réponse qui sera donnée à ces questions importantes, le mouvement des masses populaires contre le plan d'austérité sera facilité ou entravé. De toutes façons, le mouvement des travailleurs et de la jeunesse contre le gouvernement capitaliste ne se laissera pas transformer par quelque tour de passe-passe en un simple incident électoral.

Chercher à concilier l'inconciliable, chercher à différer l'affrontement politique ne peut simplement que retarder la lutte décisive et irrévocable pour un nouveau gouvernement donnant, contre le capital, satisfaction aux aspirations des masses laborieuses.

Nous n'avons nullement à modifier la conclusion de l'éditorial rédigé avant l'annonce de la mort de Pompidou :

Malgré tous les arrangements, tractations, médiations, malgré toutes les combinaisons et au travers de toutes les combinaisons, nous entrons sur le terrain révolutionnaire. Malgré toutes les combinaisons et au travers de toutes les combinaisons, nous entrons sur le terrain révolutionnaire, bien que, de toutes parts, l'on cherche à entretenir la fiction que nous soyons encore sur le terrain des institutions que de Gaulle a mis en place.

Les travailleurs qui cherchent passionnément l'unité sont déjà en lutte pour imposer aux dirigeants ce qu'ils estiment être leur devoir : lutter pour le gouvernement d'unité anti-capitaliste des partis ouvriers.

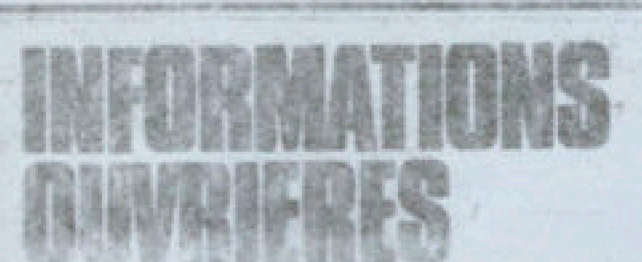
SAMEDI 20 AVRIL 14h30

REUNION PUBLIQUE DE L'OCI

(un débat sera organisé)

grande salle de la mutualité

lisez chaque semaine



Ronéoté au 88 bis, avenue Parmentier - 75011 PARIS